

# Initiative multinationales responsables



Initiative  
multinationales  
responsables

## Public Eye

Une campagne décisive p. 2 | Un enjeu actuel p. 4  
Un impact déterminant p. 5 | Les arguments p. 6 | L'avis d'un expert p. 7

# Manifester notre engagement



Initiative  
multinationales  
responsables  
oui!

Ce que réclame l'initiative pour des multinationales responsables est une évidence : les entreprises domiciliées en Suisse doivent s'assurer que les droits humains et les normes environnementales soient respectées dans le cadre de leurs activités. Quiconque cause des dommages doit répondre de ses actes. Si l'initiative est acceptée, les multinationales domiciliées en Suisse devront à l'avenir répondre des dommages causés par leurs filiales à l'étranger – à moins qu'elles ne puissent prouver qu'elles ont pris les mesures nécessaires pour y remédier.

**! Au cours des prochains mois, la lutte pour la protection des droits humains et le respect des normes environnementales entrera dans une phase décisive. Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, c'est de l'engagement, de la persuasion – et de bons arguments.**

## **SORTEZ VOS BANNIÈRES**

### **Pour renforcer notre visibilité**

Une chose est sûre : il ne reste plus beaucoup de temps pour mobiliser la population en faveur de l'initiative. Que l'heure soit à la campagne de votation, ou à de nouvelles discussions parlementaires sur un contre-projet, il est essentiel pour notre cause de bénéficier d'une grande visibilité. Car un contre-projet convaincant n'aurait de chance d'être approuvé qu'à condition de convaincre également les conseillers et conseillères que l'initiative l'emporterait dans les urnes. Les quelque 20 000 drapeaux orange qui flottent déjà à travers la Suisse, bien avant le lancement de la campagne de votation, sont un signal fort en faveur de l'initiative. Nous voulons continuer sur cette lancée.

Si vous ne l'avez pas encore fait, accrochez vous aussi un drapeau. Remplacez votre drapeau s'il est endommagé ou décoloré. Et demandez à votre entourage d'annon-

cer la couleur en accrochant un drapeau orange. Vous pouvez également montrer votre soutien en portant le sac en tissu de l'initiative. Si le contre-projet devait être rejeté, il sera vraiment essentiel de montrer son soutien à l'initiative pendant la campagne de votation. Car notre budget de campagne est nettement plus modeste que les millions des puissants lobbys patronaux.

**➔** Commandez gratuitement des drapeaux et des sacs sur [initiative-multinationales.ch/drapeaux](http://initiative-multinationales.ch/drapeaux) ou à l'aide de la carte-réponse au dos de ce magazine.



« Comme nous consommons – directement ou indirectement – des produits commercialisés par les multinationales visées par notre initiative, nous sommes toutes et tous les otages de procédés commerciaux qui nous répugnent, car on a beau acheter bio et local, rechercher les produits alternatifs aux iPhone et autres vêtements bradés par H&M, il nous est impossible d'échapper complètement aux produits de multinationales immorales. »

*Marion Mendelzweig, 60 ans, Groupe régional vaudois*



## PASSEZ À L'ACTION !

### Et rejoignez un comité local

Nous n'avons certes que peu de ressources financières, mais nous avons la chance d'avoir un très grand nombre de personnes engagées à nos côtés. Au cours des six derniers mois, le nombre de comités locaux a dépassé les deux cents. Des militants et militantes sont dans les starting-blocks dans l'ensemble des communes de plus de 8000 habitant-es, où des actions ont déjà eu lieu ou sont prévues prochainement. Plusieurs comités sont même actifs dans les grandes villes, souvent un par quartier.

Le vaste soutien à l'initiative va ainsi être de plus en plus visible. Il n'est donc pas surprenant qu'au cours des derniers mois et dernières semaines, des spécialistes et observateurs politiques aient prédit que l'initiative avait une chance de l'emporter, ce qui est tout à fait exceptionnel. Notre campagne bénéficie d'un soutien sans précédent et sa préparation est en cours depuis plus longtemps que la plupart des initiatives populaires. Nous pouvons l'emporter dans les urnes, et nous y parviendrons si nous unissons nos forces et continuons d'assurer une bonne mobilisation. Et pour cela, nous avons besoin de votre aide ! Une fois votre drapeau accroché, passez à l'étape suivante : rejoignez un comité local ou créez-en un – peu importe la taille de votre commune. Votre quartier, votre village ou votre commune manque à l'appel ? Alors remplissez le formulaire pour prendre contact avec le secrétariat de l'initiative qui vous aidera à créer un nouveau comité local.



Lancez un comité local ou rejoignez l'un des comités déjà existants :  
[initiative-multinationales.ch/comites-locaux](http://initiative-multinationales.ch/comites-locaux)



## PARLEZ-EN AUTOUR DE VOUS !

### Trouvez des arguments pour convaincre !

Il est également important de sensibiliser autant de monde que possible autour de l'initiative. C'est pourquoi il faut en parler pour convaincre son entourage, ses connaissances, son voisinage et ses collègues.

Si chaque membre de Public Eye parvient à convaincre vingt personnes, nous atteindrons déjà 500 000 votes favorables, soit environ un tiers du total nécessaire pour l'emporter. Pour la récolte de signatures, vous avez déjà, avec tous les autres membres de Public Eye, rassemblé un quart des soutiens nécessaires. Ensemble, nous pouvons convaincre encore plus de monde.



Pour vous aider à y parvenir, nous avons résumé **les arguments les plus importants** sur la double page suivante.

# Quel est l'enjeu ?

L'initiative pour des multinationales responsables – l'essentiel en quelques points



## POURQUOI L'INITIATIVE EST NÉCESSAIRE

Des multinationales domiciliées en Suisse violent les droits humains et ignorent les normes environnementales internationales. Par exemple, Glencore pollue des rivières en Colombie, expulse violemment des agricultrices autochtones au Pérou, et contraint la population zambienne à respirer des nuages de dioxyde de soufre – et ce en toute impunité. Nous voulons agir contre ces pratiques inacceptables. Ce que réclame notre initiative est une évidence : que des multinationales soient tenues de répondre de leurs actes quand elles contaminent de l'eau potable ou détruisent des régions entières.



## COMMENT PRÉSENTER L'INITIATIVE EN QUELQUES MOTS ?

Si nous n'avez que très peu de temps à disposition, vous pouvez expliquer que :

Glencore pollue des rivières en Colombie et l'air en Zambie. Le géant bâlois Syngenta vend des pesticides dangereux qui sont interdits en Suisse depuis longtemps. Et la direction du grand groupe cimentier LafargeHolcim a fait affaire avec des groupes djihadistes. Des multinationales domiciliées en Suisse ne cessent de violer les droits humains et d'ignorer les normes environnementales. L'initiative pour des multinationales responsables empêcherait ces entreprises de continuer à nuire à des populations et à détruire l'environnement.

Votre interlocuteur pourrait bien trouver cette revendication tout à fait raisonnable. S'il vous reste un peu de temps, vous pouvez compléter en ajoutant :

- **Ne plus faire semblant de ne pas savoir**

La direction des grands groupes a souvent conscience que leurs activités sont en conflit avec les droits humains. Mais le profit passe souvent avant la protection des populations et de l'environnement. C'est pourquoi l'initiative multinationales responsables est si nécessaire aujourd'hui.

- **Quiconque cause des dommages doit en répondre**

Pour que les multinationales douteuses respectent la nouvelle loi, les violations doivent avoir des conséquences pour elles. Elles devront donc à l'avenir répondre des violations de droits humains et des dégradations environnementales dont elles sont responsables.

- **Une solution appliquée avec discernement**

La responsabilité d'une multinationale est limitée aux entreprises sur lesquelles elles exercent un contrôle. Les sociétés qui agissent de manière responsable n'auront rien à craindre. De nombreux pays ont déjà adopté des lois similaires, par exemple contre le travail des enfants ou le négoce de minerais issus de zones à risque ou en conflit.



« L'idée que l'on puisse être en défaveur des principes et des valeurs soutenus par l'initiative me paraît absurde. À l'échelle individuelle, on ne devrait pas avoir à choisir entre un produit responsable et un autre violant des droits fondamentaux ; à l'échelle des multinationales, il faut dépasser la vision faisant passer le profit avant le reste. La norme devrait être des produits et des multinationales responsables, non l'inverse. »

*Sylvia Basterrechea, 25 ans, groupe régional Genève*



« Si nous voulons mettre un terme aux violations des droits humains et des standards environnementaux provoqués par la soif du profit, nous devons agir là où nous pouvons changer quelque chose. Et l'initiative nous permet justement de le faire. »

*Nora Moor, 30 ans, groupe régional Berne*

# Quel sera son impact ?

**Populations contaminées, atteintes à l'environnement – dans quels cas a-t-on besoin de l'initiative ?**

Pour convaincre votre entourage, il est également utile de montrer à quel point il est important que l'initiative soit acceptée.

**! Montrez quels cas de violations concrets elle permettrait d'éviter.**

Vous pouvez par exemple parler de **l'usage de la violence au Pérou** : des vidéos datant de la fin décembre 2018 montrent comment des agents de sécurité de Glencore ont jeté des pierres sur des agricultrices autochtones pour les expulser de leurs terres ancestrales. La même mine avait déjà fait les gros titres en avril 2018 lorsque des policiers et des membres du personnel de Glencore avaient violemment expulsé des femmes péruviennes pour agrandir leur mine de cuivre.

Vous pouvez également mentionner **l'eau potable polluée en Colombie**, où Glencore exploite une partie de la plus grande mine de charbon à ciel ouvert du monde, El Cerrejón. L'extraction de charbon sur 70 000 hectares dégage une forte concentration de particules fines et les eaux rejetées par l'industrie polluent la rivière Ranchería, qui approvisionne en eau environ 450 000 personnes. Les fortes concentrations en métaux lourds polluent surtout les communautés autochtones Wayuu. Des médecins locaux déplorent de nombreux cas de cancers du sein et des poumons.

Encore besoin d'un exemple des abus de Glencore ? Vous pouvez alors mentionner les **nuages toxiques de dioxyde de soufre en Zambie**. La mine de cuivre de Mopani fait régulièrement les gros titres pour ses émissions à haute teneur en dioxyde de soufre. La Télévision suisse alémanique a documenté plusieurs cas de décès que des médecins ont associés à la mine. Après plus de dix ans, Glencore a certes enfin construit un système de captation du soufre, mais les émissions dépassent encore largement les directives de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)

« Lorsque les multinationales peuvent agir sans limites, cela porte préjudice à la population. Je soutiens l'initiative parce qu'elle propose un changement systémique en établissant des règles indispensables à mes yeux. »

*Benjamin Steinweg, 34 ans, Groupe régional Berne*

en 2019. Les habitants et habitantes de la ville minière de Mufulira ont décrit des nuages toxiques déferlant sur les quartiers voisins de la mine. Des collaborateurs de Public Eye qui se sont rendus sur place ont pu constater à quel point les toits en tôle des maisons et huttes alentour sont attaqués par le dioxyde de soufre. Nous avons également recueilli le témoignage de personnes souffrant des conséquences sanitaires du soufre. Cet été, Glencore a temporairement suspendu les activités de la mine pour des travaux de maintenance.

Mais il y a bien sûr des exemples d'abus d'autres multinationales domiciliées en Suisse, comme par exemple les cas de **travailleurs agricoles indiens intoxiqués par un pesticide de Syngenta**. Dans le district de Yavatmal, dans le centre du pays, des travailleurs agricoles ont dû être hospitalisés en 2017 après avoir épandu des pesticides. Plus de vingt d'entre eux ont perdu la vie. Parmi les produits responsables de l'intoxication figurait le Polo, un insecticide à base de diafenthion produit à Monthey, en Suisse. Syngenta en a exporté 75 tonnes vers l'Inde en 2017, alors même que la substance est interdite en Suisse depuis longtemps en raison des dangers qu'elle présente pour la santé et l'environnement. Au cours de l'été 2018, Public Eye s'est rendu en Inde pour y rencontrer de nombreux agriculteurs qui avaient dû être hospitalisés après avoir utilisé du Polo. Syngenta nie encore toute responsabilité dans cette vague d'intoxications.

Vous pouvez enfin encore mentionner le **lien présumé entre LafargeHolcim et la milice terroriste de Daesh**. La justice française enquête sur le cimentier domicilié à Rapperswil-Jona pour le financement présumé d'activités terroristes. Elle lui reproche d'avoir effectué des versements en faveur de groupes djihadistes entre 2012 et 2015 pour pouvoir maintenir son usine à Jalabiya, dans le nord de la Syrie. Cet exemple montre clairement que, dans la direction de certaines entreprises, la responsabilité passe après les profits, et ce même dans des pays en guerre.



## Nos arguments en faveur de l'initiative

OUI !

### 1. Ce que réclame l'initiative est une évidence

Quand des multinationales profitent du travail d'enfants ou polluent des rivières, elles doivent répondre de leurs actes.

### 2. L'initiative permettrait d'éviter des abus

Des multinationales sans scrupules polluent de l'eau potable, expulsent des populations et détruisent des régions entières. L'initiative établirait enfin des règles claires pour mettre un terme à ce type d'agissement.

### 3. L'irresponsabilité ne doit pas être un avantage

La plupart des entreprises respectent les règles, mais certains groupes sans scrupules ignorent les normes environnementales et les droits humains. Cette irresponsabilité leur confère un avantage concurrentiel.

### 4. Les mesures volontaires sont insuffisantes

L'expérience a montré que les mesures volontaires ne suffisent pas à prévenir les violations de droits humains ou les dégradations environnementales. L'initiative pour des multinationales responsables fixerait des règles claires à respecter.

### 5. L'opulence suisse ne se nourrit pas de violations de droits humains

La prospérité de la Suisse s'appuie sur des valeurs telles que la responsabilité et l'intégrité. Mais des multinationales telles que le géant des matières premières Glencore piétinent ces valeurs. Il est grand temps que ces groupes répondent de leurs agissements.

## Nos réponses aux contre-arguments

~~NON~~

### 1. Une baisse des investissements serait néfaste pour les populations locales

**Allégation :** l'initiative rendrait les investissements à l'étranger moins attrayants pour les entreprises suisses. Des sociétés chinoises prendraient leur place. Cela aurait des conséquences négatives pour la population des pays en développement et ne serait bénéfique pour personne.

**Notre réponse :** il suffit de regarder au-delà de nos frontières pour constater que des règles claires n'entraînent pas de baisse des investissements. Deux des plus grands groupes mondiaux du secteur des matières premières sont domiciliés au Royaume-Uni, où les multinationales sont déjà tenues de répondre des dommages qu'elles causent dans le cadre de leurs activités.

### 2. Un « oui » entraînerait une augmentation des coûts pour les consommatrices et les consommateurs

**Allégation :** l'initiative entraînerait des coûts plus élevés en raison de la bureaucratie requise. Cela ne serait bénéfique à personne et entraînerait une hausse des coûts pour les consommateurs et consommatrices suisses.

**Notre réponse :** l'initiative ne crée pas plus de bureaucratie. Car les entreprises intègres qui respectent les droits humains et l'environnement n'ont rien à craindre et pourront continuer à travailler comme elles l'ont toujours fait. C'est d'ailleurs pourquoi plus de cent responsables d'entreprises soutiennent déjà l'initiative.

### 3. L'initiative est irréaliste et néfaste pour l'économie

**Allégation :** le devoir de diligence raisonnable signifie que toutes les relations d'affaires devront être passées à la loupe. Cela part certes d'une bonne intention, mais c'est irréaliste et néfaste pour l'économie.

**Notre réponse :** pour la plupart des entreprises suisses, l'initiative pour des multinationales responsables ne changera rien puisqu'elles travaillent déjà de façon intègre. Mais avec l'initiative, les multinationales douteuses ne pourraient plus fermer les yeux sur les activités de leurs filiales à l'étranger. Les multinationales qui profitent du travail d'enfants ou polluent des rivières devraient répondre de leurs actes.

### 4. L'initiative est néfaste pour les PME

**Allégation :** les multinationales vont rejeter leurs devoirs de contrôle sur les PME auprès desquelles elles s'approvisionnent. L'initiative est donc néfaste pour les PME.

**Notre réponse :** les grands groupes jouent les alarmistes pour faire oublier que de nouvelles règles claires s'appliqueraient à leurs activités. Le devoir de diligence raisonnable et l'éventuelle responsabilité qu'ils devront assumer reposent clairement sur les groupes eux-mêmes et non sur les PME auprès desquelles ils s'approvisionnent.

### 5. L'initiative est excessive

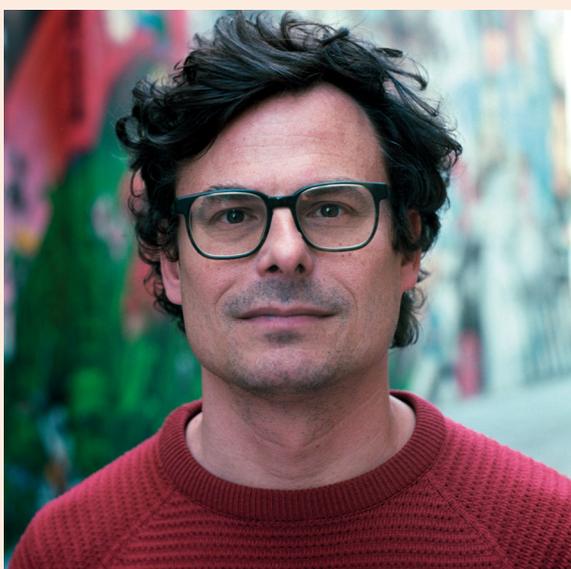
**Allégation :** l'initiative veut introduire une clause de responsabilité excessive. Le renversement de la charge de la preuve déclencherait une avalanche de plaintes.

**Notre réponse :** l'initiative s'appuie sur le Code civil suisse. Dans le droit civil, c'est toujours au plaignant ou à la plaignante – donc dans ce cas à la personne victime des activités d'une entreprise – de prouver le préjudice subi. Ce que nous demandons pour la Suisse est déjà en vigueur dans de nombreux pays. Au Canada par exemple : des agents de sécurité de l'entreprise de matières premières Hudbay ont violé onze femmes au Guatemala et expulsé des autochtones de leurs terres. Les victimes peuvent à présent demander réparation au Canada. L'initiative demande simplement que cela soit également possible en Suisse.

# « Les bannières sont une démonstration du pouvoir de la démocratie directe »

Avec sa plateforme de récolte de signatures en ligne WeCollect, Daniel Graf a propulsé notre démocratie directe dans l'ère numérique. En tant que « Game Changer », comme il a baptisé son agence de conseil, l'ancien secrétaire syndical et porte-parole d'Amnesty International est un grand spécialiste des campagnes politiques en ligne, dans les médias et dans la rue. Ce qui fait de lui la personne idéale pour jeter un regard critique sur l'initiative pour des multinationales responsables, et nous donner quelques précieux conseils pour la campagne de votation qui devrait bientôt être lancée.

PROPOS RECUEILLIS PAR OLIVER CLASSEN



**Quel rôle la campagne de l'initiative multinationales responsables a-t-elle joué dans ton projet ?**

**Daniel Graf :** Un rôle déterminant depuis le début. Car c'est pour cette initiative qu'Amnesty a recueilli pour la première fois des signatures par voie électronique. Le succès de cette expérience, qui avait alors été accueillie avec beaucoup de scepticisme, m'a incité par la suite à créer WeCollect.

**Pourtant, c'est bien grâce à la vaste coalition qui soutient l'initiative que 120 000 signatures ont pu être recueillies en un temps record – et notamment grâce aux membres de Public Eye qui ont à eux seuls récolté près d'un quart des paraphes.**

En effet. Mais c'est surtout parce que cette thématique est dans l'air du temps. Avec comme revendication centrale de redonner au politique la primauté sur l'économie, l'initiative peut rassembler et mobiliser dans toute la Suisse

de nombreuses voix critiques de la mondialisation. Un constat similaire pourrait être fait aujourd'hui avec la grève pour le climat, qui unit et inspire au-delà des frontières un mouvement écologique fragmenté.

**La responsabilité des entreprises, qui comprend également le respect des normes environnementales, fait-elle en quelque sorte le lien entre la critique de la mondialisation et les manifestations pour le climat ?**

Face à la passivité des milieux politiques, l'initiative pour des multinationales responsables – tout comme le militantisme climatique – répond à un problème d'une grande actualité. Les deux posent la question de la responsabilité de la Suisse face aux abus perpétrés par le secteur privé.

**Peut-on alors en déduire, pour la campagne de votation, que l'initiative pour des multinationales responsables et le militantisme climatique se renforceront mutuellement – sur le plan thématique comme sur celui du militantisme ?**

Il est tout aussi difficile de détruire des mouvements que de les contrôler. C'est ce qui les rend si beaux, mais aussi difficiles à appréhender. Je crois qu'il est plus judicieux de faire confiance à la dynamique propre à un mouvement et à la cause qu'il défend que de chercher à les diriger stratégiquement. De tels mouvements sociopolitiques s'entre-mêlent et sont bien plus importants et efficaces que toute coalition d'ONG, aussi solide soit-elle.

**Peut-on alors tranquillement fermer le secrétariat de la campagne et nous intéresser de nouveau à d'autres dossiers ?**

Non, surtout pas. Le soutien exceptionnel dont bénéficie l'initiative a donné de l'élan et surtout une direction claire aux débats et aux personnes concernées. Mais comme toujours avec les questions politiques, tout est une question de calendrier.

**Selon Victor Hugo : « Il n'est rien au monde d'aussi puissant qu'une idée dont l'heure est venue. »**

En effet, mais si l'on peut repérer relativement tôt, et même instrumentaliser, un élan historique comme celui de l'initiative ou du débat sur la question climatique, on ne peut pas vraiment l'influencer.

**La votation a été repoussée à plusieurs reprises en raison des allers-retours du contre-projet au Parlement, ce qui pourrait être positif pour l'initiative dans le contexte des manifestations pour le climat.**

Tout à fait, car vous profitez maintenant d'une dynamique exceptionnelle : à la différence d'autres campagnes de votation, celle de l'initiative pour des multinationales responsables a réussi, grâce à de nombreuses actions, à gagner encore en visibilité après avoir récolté les 100 000 signatures requises.

**Vous faites référence à la production et à la distribution des drapeaux et sacs de soutien à l'initiative ?**

Oui, mais pas seulement. La création anticipée et systématique d'un réseau national de groupes locaux de discussion et d'action a également joué un rôle important. Ce qui a commencé comme une initiative classique d'ONG est devenu une véritable campagne participative qui a bénéficié d'une forte présence en ligne grâce à la présentation de nombreux scandales très évocateurs.

**Mais la visibilité dans l'espace public, grâce aux drapeaux ornant les balcons à travers la Suisse, a été – et reste – importante.**

Ces bannières sont une démonstration de pouvoir de la démocratie directe, qui est si impressionnante que nous l'avons copiée dans le cadre de l'initiative pour les glaciers... Ce qui est étonnant et génial à la fois, c'est que des milliers de personnes montrent leur point de vue politique en accrochant une bannière à leur balcon, alors même qu'aucune campagne de votation n'est en cours ! Cela témoigne du caractère fondamental de l'initiative, qui est bien plus qu'une simple réforme législative ou une adaptation de la Constitution. Vos drapeaux flottent au balcon de nombreux foyers qui affichent pour la première fois leur point de vue politique et prennent manifestement cette thématique à cœur.

**Le potentiel de participation de l'initiative ne se manifeste donc pas seulement en ligne, mais aussi dans l'espace public.**

Et comment ! Ces drapeaux orange témoignent de la volonté de milieux extérieurs aux cercles habituels des acteurs de la société civile de s'engager pour ces questions fondamentales

du modèle d'affaires de la Suisse. Et cela avant les manifestations pour le climat qui ont évidemment été un grand pas en avant dont l'initiative ne pourra que profiter.

**La question est de savoir comment.**

En quelques mois, la grève pour le climat a mobilisé une nouvelle génération. Son constat : la politique a échoué. Et c'est précisément sur ce point que l'initiative s'engage aussi. Elle demande enfin un changement de système en matière de responsabilité des acteurs économiques. Il est fort possible que le mouvement pour le climat s'implique dans la campagne de votation. Car la question de la responsabilité du secteur privé et des multinationales se pose également au sujet du changement climatique.

**Si l'on ne peut pas diriger un mouvement, quelle contribution pouvons-nous apporter en tant qu'organisation qui soutient l'initiative ?**

Vous devriez d'une part, vous et vos partenaires, continuer d'illustrer l'urgence de cette problématique en présentant des exemples actuels de violations des droits humains commis par des multinationales suisses. D'autre part, il est important de signifier à la population, aussi tôt et clairement que possible, que la votation sur l'initiative pour des multinationales responsables est un moment historique, et que chaque voix compte. Autrement dit : plus la thématique est pertinente et urgente, plus la mobilisation sera grande au-delà des milieux progressistes de gauche. Et vous devrez vraiment lutter jusqu'à la fin. La plupart des campagnes de votation s'arrêtent déjà le dernier jour des votes par correspondance et perdent ainsi un important potentiel sur la dernière ligne droite.

**Concrètement, devrions-nous investir plus dans une campagne d'affichage, dans l'envoi de bannières ou dans des actions en ligne ?**

Il est clair que l'initiative aura besoin d'affiches dans la rue. Mais je trouve plus important de voir comment le nombre de bannières pourrait être multiplié par deux. Car quiconque en accroche une à son balcon montre qu'Economiesuisse peut certes s'offrir d'onéreuses campagnes d'affichage, mais c'est sur les maisons, les appartements et les clôtures de jardins que la volonté populaire s'affiche, avec une efficacité inégalable. Quels que soient les canaux de communication, la campagne doit en fin de compte nous poser une question déterminante : voulons-nous continuer à fermer les yeux ou enfin agir ensemble ? Que ce soit pour mettre un terme aux violations des droits humains par des multinationales ou pour lutter contre les causes du changement climatique.



Public Eye, avenue Charles-Dickens 4, CH-1006 Lausanne,  
tél. +41 (0)21 620 03 03, contact@publiceye.ch, compte postal 10-10813-5

[www.publiceye.ch](http://www.publiceye.ch)

[@PublicEyeSuisse](https://twitter.com/PublicEyeSuisse) [PublicEyeSuisse](https://facebook.com/PublicEyeSuisse) [@publiceye.ch](https://instagram.com/publiceye.ch)



[initiative-multinationales.ch](http://initiative-multinationales.ch)